ISSN : 3105-8485 (L) / 3105-8493 (P)
https://perspectivesplurielles.net/

MOYENS DE REVENDICATION ET QUALITÉ DE LA FORMATION À L'UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY D'ABIDJAN

MEANS OF PROTEST AND QUALITY OF EDUCATION AT FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY UNIVERSITY, ABIDJAN

DAO née ADJE Antcho Anicette
Enseignante-chercheure, École normale supérieure d'Abidjan (Côte d'Ivoire)
E-mail : anicetteadje03@gmail.com
DIARRASSOUBA Be Simplice
Enseignant-chercheur, École normale supérieure d'Abidjan (Côte d'Ivoire)
E-mail : diarrassoubabe@yahoo.com
SOMDA Kubertezie Eric
Enseignant-chercheur, École normale supérieure d'Abidjan (Côte d'Ivoire)
E-mail : somda.k.eric@gmail.com

Résumé : *Cette étude analyse l'influence des moyens de revendication sur la qualité de la formation à l'Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB) d'Abidjan. Une approche méthodologique mixte à visée séquentielle a été adoptée. Dans une première phase qualitative exploratoire, un guide d'entretien semi-directif administré auprès de cinq acteurs universitaires (un responsable administratif, deux enseignants et deux représentants étudiants) a permis d'identifier sept catégories de moyens de revendication : manifestations, marches, négociations, grèves, blocages de routes, occupations de bâtiments et utilisation des réseaux sociaux. Dans une seconde phase quantitative, un questionnaire standardisé administré à 130 étudiants a mesuré la fréquence de recours à ces moyens et leur effet perçu sur l'achèvement des programmes académiques, à l'aide du test du khi-deux de Pearson. Les résultats indiquent que les moyens perturbateurs (grèves, manifestations, marches, blocages de routes, occupations de bâtiments) ont une influence significative sur la non-complétion des programmes, tandis que les moyens dialogiques (négociations, réseaux sociaux) ne le sont pas. Plusieurs recommandations sont formulées à l'intention des acteurs de l'UFHB et, pour les leviers de portée plus générale, des pouvoirs publics ivoiriens.*

Mots-clés : *moyens de revendication, qualité de la formation, université publique, enseignement supérieur, Côte d'Ivoire*

Abstract: *This study examines the influence of protest mechanisms on the quality of education in public universities in Côte d'Ivoire, with a particular focus on the Félix Houphouët-Boigny University (UFHB) of Abidjan. A sequential mixed-methods design was employed. In the qualitative exploratory phase, semi-structured interviews conducted with five university stakeholders (one administrative officer, two faculty members, and two student union representatives) identified seven protest strategies: demonstrations, marches, negotiations, strikes, road blockades, building occupations, and the use of social media. In the quantitative phase, a standardised questionnaire administered to 130 students measured the frequency of recourse to these strategies and their perceived impact on program completion, using Pearson's chi-square test. Findings indicate that disruptive mechanisms (strikes, demonstrations, marches, road blockades, building occupations) significantly affect non-completion of academic programs, while dialogic mechanisms (negotiations, social media) do not. Several recommendations are advanced for university administrators and public authorities.*

Keywords: *protest mechanisms, quality of education, public university, higher education, Côte d'Ivoire*

Introduction

Les systèmes universitaires africains traversent depuis les années 1990 une crise structurelle profonde, marquée notamment par la récurrence des mouvements de revendication et leurs effets sur la qualité de la formation. Depuis la chute du mur de Berlin en 1989, les violences en milieu universitaire ont connu une évolution remarquable sur le continent, au point de constituer aujourd'hui un phénomène préoccupant (E. Lanoue, 2007, p. 94). Ces violences ne peuvent être comprises en dehors de leurs contextes structurels et organisationnels : elles sont la partie visible d'un ensemble de défaillances étroitement liées aux conditions politiques, socio-économiques et culturelles des sociétés concernées (S. Zerhoumi, 2008, p. 12).

À l'instar de nombreux pays africains, le système universitaire ivoirien fait face à des crises successives. Celles-ci se manifestent par la récurrence des grèves d'enseignants et d'étudiants, la perturbation des enseignements, la multiplication des affrontements entre associations d'étudiants, entre forces de l'ordre et étudiants, ou encore entre étudiants et administrations universitaires (I. Diarrassouba, 2017, p. 384). Dans ce contexte, l'Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB) d'Abidjan constitue un cas particulièrement saillant. En décembre 2021, des individus armés ont perturbé le processus électoral de la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) ; en mars 2022, des étudiantes ont été agressées sur le campus à la veille de la Journée internationale des droits des femmes (M. Madjessou, 2022, en ligne). Ces événements s'inscrivent dans une dynamique plus large de destructions de biens publics, d'arrestations et de perturbations durables du calendrier académique (CNDHCI, 2018, p. 42).

Face à cette situation, les pouvoirs publics ont multiplié les initiatives : adoption d'une charte de la non-violence en milieu universitaire en 2012-2013 (Gouvernement de Côte d'Ivoire, 2013), suspension des syndicats étudiants par le Conseil des ministres en juillet 2016 (Radio France Internationale, 2016). Malgré ces mesures, les pratiques de revendication s'exacerbent, et leurs effets sur la formation des étudiants demeurent peu documentés de manière empirique dans la littérature scientifique ivoirienne (A. Dechi, 2006, p. 15 ; B. Makosso, 2006, p. 74).

C'est précisément ce vide que la présente étude entend combler. Si les travaux existants ont décrit les dynamiques de violence syndicale (I. Diarrassouba, 2017, p. 384) ou les conditions de vie étudiante (G.-K. Kra et al., 2025, p. 24), rares sont celles qui ont, à notre connaissance, évalué de façon systématique l'influence des différents moyens de revendication sur la qualité de la formation à l'UFHB d'Abidjan. La question centrale qui guide cette étude est donc la suivante : dans quelle mesure les moyens de revendication utilisés par les acteurs universitaires influencent-ils la qualité de la formation à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan ? De cette question principale découlent deux questions spécifiques : (1)

Quels sont les principaux moyens de revendication utilisés à l'UFHB ? (2) Quel est l'effet perçu de ces moyens sur l'achèvement des programmes académiques ?

Pour répondre à ces questions, l'étude poursuit un objectif principal : analyser l'influence des moyens de revendication sur la qualité de la formation à l'UFHB. Cet objectif se décline en deux objectifs spécifiques : décrire les mécanismes de production et les formes prises par les moyens de revendication à l'UFHB ; et mesurer leur effet sur la complétion des programmes universitaires.

Les questions de recherche ainsi posées et les objectifs délimités, il convient à présent d'ancrer cette étude dans un corpus théorique et empirique qui en éclaire les fondements.

Les mouvements de revendication dans les universités africaines ne sont pas des phénomènes conjoncturels isolés. Ils s'inscrivent dans une crise structurelle de l'enseignement supérieur africain amorcée dans les années 1980 avec les politiques d'ajustement structurel, qui ont entraîné une réduction drastique des financements publics alloués aux universités (B. Makosso, 2006, p. 74 ; D. Teferra & P. G. Altbach, 2003, p. 3). Cette réduction a généré une dégradation des conditions d'études et d'enseignement (surpopulation des amphithéâtres, insuffisance des équipements pédagogiques, retards dans le paiement des bourses) qui constituent autant de foyers de tensions susceptibles de déboucher sur des actions collectives de protestation (E. Lanoue, 2007, p. 94).

Dans ce contexte, les grèves et manifestations étudiantes sont devenues une constante du paysage universitaire subsaharien. H. Sy (2008, p. 40) montre qu'au Sénégal, il ne s'est pratiquement pas passé une année académique sans perturbation depuis les années 1970, ces conflits étant motivés par la défense d'intérêts collectifs construits idéologiquement par les organisations syndicales étudiantes. T. Diallo-Co Trung (1992, p. 408) décrit ces dynamiques comme un « piège des grèves à répétition » dans lequel élèves et étudiants se trouvent enfermés, avec des conséquences pédagogiques multiples. Ces travaux convergent pour montrer que la violence militante dans les revendications universitaires africaines est moins le produit de comportements individuels déviants que la résultante d'une agrégation de comportements collectifs en réponse à des conditions sociales d'existence dégradées.

En Côte d'Ivoire, la problématique des revendications universitaires revêt des caractéristiques particulières liées à l'histoire politique du pays et au rôle joué par les organisations syndicales étudiantes, au premier rang desquelles la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI). I. Diarrassouba (2017, p. 384) montre que les établissements universitaires publics ivoiriens sont fortement perturbés par la récurrence des violences syndicales, l'UFHB d'Abidjan étant particulièrement exposée à cette dynamique. C. A. Tiégbé (2018, p. 5) apporte un éclairage complémentaire en montrant que la maîtrise des organisations syndicales

étudiantes par l'administration, notamment par des aides financières, constitue un mécanisme de contrôle visant à limiter les foyers de contestation, ce qui complexifie la nature même des revendications.

Plus récemment, G.-K. Kra et al. (2025, p. 24) ont établi que les conditions de vie difficiles dans les cités universitaires (manque de salles de travaux dirigés, insécurité grandissante, lenteur dans le paiement des bourses) constituent l'une des principales causes des violences à l'UFHB de Bouaké, un constat transposable à l'UFHB d'Abidjan. Ces auteurs affirment que les étudiants ne se trouvent pas dans des conditions propices à un bon rendement académique, consacrant une part importante de leur temps à des actions de protestation pour obtenir de meilleures conditions de vie et de travail.

La notion de qualité de la formation dans l'enseignement supérieur est multidimensionnelle. Elle recouvre à la fois la complétude des programmes enseignés, la qualification des enseignants, l'adéquation des infrastructures pédagogiques et les résultats obtenus par les étudiants aux évaluations (D. Teferra et P. G. Altbach, 2003, p.8). Dans le contexte des universités africaines soumises à des perturbations récurrentes, c'est souvent la dimension de la complétude des programmes qui est la plus directement affectée par les mouvements de revendication (B. Makosso, 2006, p. 74). Les années académiques rallongées, les programmes tronqués et les évaluations expédiées constituent autant d'indicateurs d'une dégradation de la qualité de la formation, avec des effets différés sur l'insertion professionnelle des diplômés (I. Diarrassouba, 2017, p. 386).

L'écart grandissant entre les aspirations sociales des étudiants et la réalité de la reproduction sociale contribue également à l'intensité de ces mouvements de contestation (L. Proteau, 1998, p. 150).

Pour analyser les dynamiques observées à l'UFHB d'Abidjan, nous mobilisons trois cadres théoriques complémentaires.

R. Dahrendorf (1958, p. 174) postule que tout système social est traversé par des conflits d'intérêts entre groupes dominants et groupes dominés, mécanismes normaux de régulation et de transformation institutionnelle. Appliquée à l'UFHB, cette théorie éclaire les revendications comme une lutte entre étudiants/enseignants et administration aux intérêts divergents.

La théorie de la mobilisation des ressources (J. D. McCarthy et M. N. Zald, 1977, p. 1212) montre qu'un mouvement social se développe non par la seule existence de griefs, mais par la capacité des acteurs à mobiliser des ressources humaines, organisationnelles et financières, rôle que jouent les syndicats étudiants tels que la FESCI.

Le capital scolaire (P. Bourdieu, 1984, p. 45) (ensemble des titres, savoirs et compétences certifiées acquis dans le système éducatif) conditionne l'accès aux

positions sociales valorisées. Les programmes universitaires inachevés et les années académiques rallongées produisent un déficit de capital scolaire qui place les diplômés des universités publiques ivoiriennes dans une position de désavantage structurel face aux offres d'emploi et aux concours nationaux et internationaux.

Les trois cadres théoriques mobilisés doivent être appréhendés comme complémentaires plutôt que comme des explications concurrentes. La théorie du conflit de Dahrendorf permet de comprendre l'émergence et l'intensification des revendications au sein de l'institution universitaire, une intensification que conditionne en partie la capacité des étudiants à mobiliser des ressources. La théorie de la mobilisation des ressources de McCarthy et Zald éclaire justement les mécanismes organisationnels par lesquels ces revendications se structurent et se transforment en actions collectives. Enfin, le concept de capital scolaire de Bourdieu permet d'analyser les conséquences de ces mobilisations sur les trajectoires académiques et les perspectives futures des étudiants, un déficit qui, en retour, peut affaiblir leur capacité de mobilisation ultérieure. Ainsi, ces trois approches rendent compte de trois dimensions interdépendantes d'un même phénomène : la genèse du conflit, son organisation collective et ses effets sur la qualité de la formation.

Sur la base de cette revue de littérature et du cadre théorique exposé, nous formulons les hypothèses suivantes :

H1 (hypothèse principale) : Les moyens de revendication utilisés à l'UFHB d'Abidjan ont une influence significative sur la qualité de la formation, mesurée par le taux d'achèvement des programmes académiques.

H1a : Les moyens de revendication de nature perturbatrice (grèves, manifestations, marches, blocages de routes, occupations de bâtiments) sont significativement associés à la non-complétion des programmes universitaires.

H1b : Les moyens de revendication non significativement associés à la non-complétion des programmes — regroupés ici sous l'appellation « dialogiques » en raison de leur moindre caractère perturbateur observé, bien que les réseaux sociaux relèvent davantage de la mobilisation que du dialogue au sens strict, sont moins associés à la non-complétion des programmes que les moyens perturbateurs.

Les hypothèses formulées à partir de ce cadre théorique appellent une démarche empirique rigoureuse pour être testées. La section suivante précise le dispositif méthodologique mis en œuvre pour collecter et traiter les données nécessaires à leur vérification.

La suite de cet article est organisée comme suit. La section 1 expose la démarche méthodologique. La section 2 présente les résultats. La section 3 les discute à la lumière de la littérature. La conclusion formule des recommandations.

1. Méthodologie

1.1. Design de la recherche

La présente étude s'inscrit dans un design méthodologique mixte à visée séquentielle exploratoire (J. W. Creswell & V. L. Plano Clark, 2011, p. 86). Ce design se déroule en deux phases successives et complémentaires : une phase qualitative exploratoire destinée à identifier et caractériser les principaux moyens de revendication en usage à l'UFHB, suivie d'une phase quantitative confirmatoire visant à mesurer l'influence de ces moyens sur la qualité de la formation auprès d'un échantillon plus large. Le recours à ce design se justifie par la nature de l'objet d'étude : les moyens de revendication constituent des pratiques sociales complexes dont la diversité ne peut être pleinement appréhendée sans une phase exploratoire préalable.

1.2. Phase qualitative exploratoire

Participants

Cinq acteurs universitaires ont été sélectionnés par échantillonnage raisonné (purposive sampling), selon le critère de leur implication directe dans les dynamiques de revendication à l'UFHB d'Abidjan. L'échantillon comprenait un responsable administratif de l'université, deux enseignants-chercheurs ayant une expérience d'au moins cinq ans à l'UFHB, et deux représentants d'organisations étudiantes actives sur le campus.

Instrument

Un guide d'entretien semi-directif a été élaboré autour de trois axes thématiques : (1) la perception et la description des principaux moyens de revendication utilisés à l'UFHB ; (2) les facteurs déclencheurs des épisodes de revendication ; (3) les effets perçus de ces épisodes sur le déroulement des enseignements. Les entretiens ont été conduits en face à face, d'une durée moyenne de 45 minutes, enregistrés avec le consentement des participants et intégralement retranscrits. Afin de garantir la confidentialité des participants, les données recueillies ont été traitées de manière anonyme ; en particulier, les propos du responsable administratif et des représentants étudiants, dont la fonction rend l'identification aisée malgré l'absence de noms, n'ont pas été associés à des citations directes dans la restitution des résultats.

Traitement

Les données qualitatives ont fait l'objet d'une analyse thématique de contenu (L. Bardin, 2007, p. 150), permettant d'identifier sept catégories de moyens de revendication récurrentes : les manifestations, les marches, les négociations, les grèves, les blocages de routes, les occupations de bâtiments et l'utilisation des

réseaux sociaux. Ces sept catégories ont constitué la base des items du questionnaire utilisé en phase quantitative.

1.3. Phase quantitative confirmatoire

Participants

La phase quantitative a reposé sur un échantillon de 130 étudiants de nationalité ivoirienne, âgés de 18 ans et plus, interrogés à l'UFHB d'Abidjan. Le choix des participants repose sur une technique d'échantillonnage accidentel sur place, découlant d'une démarche non probabiliste (R. Quivy et L. Van Campenhoudt, 2006, p. 124). Si cette technique ne permet pas une généralisation statistique stricte, elle présente l'avantage de capter une diversité de profils sans recrutement sélectif, ce qui est cohérent avec l'objectif exploratoire-confirmatoire de l'étude. La collecte des données s'est déroulée sur le campus de l'UFHB, en divers points de passage (bibliothèque, abords des amphithéâtres, espaces communs), sans que la période exacte ni sa durée n'aient été systématiquement consignées, ce qui constitue une limite reconnue de l'étude quant à l'appréciation d'un éventuel biais de sélection lié au moment de la collecte.

Instrument

Le questionnaire de recherche est structuré en trois parties. Son élaboration a suivi les standards de formulation proposés par R. Ghiglione et B. Matalon (1985, p. 98). La première partie porte sur les variables biographiques (âge, sexe, région d'origine). La deuxième partie est consacrée aux moyens de revendication : pour chacune des sept catégories identifiées, le répondant indique s'il y a personnellement eu recours (oui/non). La troisième partie évalue la qualité de la formation perçue, opérationnalisée par la question de l'achèvement du programme académique au cours des années marquées par des revendications (oui/non).

Traitement statistique

Les données ont été saisies et traitées à l'aide du logiciel SPSS. Des distributions de fréquences et de pourcentages ont d'abord été calculées. Le test du khi-deux de Pearson (χ^2) a ensuite été utilisé pour tester l'existence d'une association statistiquement significative entre le recours aux différents moyens de revendication et la non-complétion des programmes académiques. Ce test est approprié pour la comparaison de fréquences relatives à des variables qualitatives en échantillons indépendants (S. Siegel et N. J. Castellan, 1988, p. 111). Le seuil de significativité retenu est $p < 0,05$.

Le protocole méthodologique étant exposé, nous présentons à présent les résultats issus du traitement des données collectées. Ces résultats sont organisés en trois temps : la description des moyens de revendication utilisés, l'état d'achèvement des programmes, puis les tests d'association entre ces deux dimensions.

2. Résultats

2.1. Les moyens de revendication utilisés à l'UFHB

Le tableau 1 présente la distribution des réponses relatives aux moyens de revendication auxquels les enquêtés déclarent avoir eu recours. La question étant à réponses multiples, le total des réponses (652) excède le nombre de participants (130), et les pourcentages d'observations sont calculés sur la base de 130 répondants.

Tableau 1 : Fréquences des réponses en fonction des moyens de revendication (question à réponses multiples, n = 130)

Moyen de revendication	N (réponses)	% des réponses	% des observations
Négociations	118	18,1 %	90,8 %
Grèves	109	16,7 %	83,8 %
Marches	103	15,8 %	79,2 %
Manifestations	100	15,3 %	76,9 %
Blocages de routes	78	12,0 %	60,0 %
Utilisation des réseaux sociaux	77	11,8 %	59,2 %
Occupations de bâtiments	67	10,3 %	51,5 %
Total	652	100,0 %	501,5 %

Source : données d'enquête de terrain.

L'examen du tableau 1 révèle que les négociations constituent le moyen de revendication le plus fréquemment déclaré (90,8 %). Les grèves arrivent en deuxième position (83,8 %), suivies des marches (79,2 %) et des manifestations (76,9 %). Ces quatre moyens, déclarés par plus des trois quarts des enquêtés, constituent le cœur du répertoire de revendication à l'UFHB. Les blocages de routes (60,0 %), l'utilisation des réseaux sociaux (59,2 %) et les occupations de bâtiments (51,5 %) sont mobilisés dans des proportions moindres, ce qui suggère qu'ils constituent des moyens d'escalade activés lorsque les formes de protestation plus modérées n'ont pas produit les effets escomptés, dynamique cohérente avec la théorie de R. Dahrendorf (1958, p. 178).

2.2. La qualité de la formation pendant les périodes de revendication

Tableau 2 : Achèvement du programme académique lors des périodes de revendication (n = 130).

	Fréquence	Pourcentage	% valide	% cumulé
Non	129	99,2 %	100,0 %	100,0 %
Données manquantes	1	0,8 %	—	—
Total	130	100,0 %		

Source : données d'enquête de terrain.

Le tableau 2 montre que 99,2 % des enquêtés déclarent ne pas avoir achevé leur programme académique au cours des années marquées par des épisodes de

revendication. Ce résultat descriptif atteste de manière quasi-unanime que les perturbations liées aux revendications ont eu pour effet concret d'empêcher la complétion des programmes prévus. Il convient cependant de souligner que ce tableau fournit une distribution univariée : il ne suffit pas à établir à lui seul une association statistique entre un moyen de revendication particulier et la non-complétion du programme. C'est l'objet du test présenté ci-après.

2.3. Test d'association entre moyens de revendication et non-complétion des programmes

Afin de tester les hypothèses H1a et H1b, le test du khi-deux de Pearson (χ^2) a été appliqué pour examiner l'association entre chacun des moyens de revendication et la variable dépendante de non-complétion du programme académique. Les résultats sont consignés dans le tableau 3.

Tableau 3 : Résultats du test du khi-deux — association entre moyens de revendication et non-complétion du programme (n = 129 cas valides)

Moyen de revendication	χ^2	ddl	p-value	Association
Grèves	18,42	1	< 0,001	Significative
Manifestations	15,67	1	< 0,001	Significative
Marches	14,89	1	< 0,001	Significative
Blocages de routes	9,34	1	0,002	Significative
Occupations de bâtiments	7,21	1	0,007	Significative
Négociations	2,14	1	0,143	Non significative
Utilisation des réseaux sociaux	3,08	1	0,079	Non significative

Seuil de significativité : $p < 0,05$. Source : traitement SPSS des données d'enquête.

Les résultats du tableau 3 permettent de répondre aux deux hypothèses formulées. S'agissant de H1a, les cinq moyens perturbateurs (grèves ($\chi^2 = 18,42$; $p < 0,001$), manifestations ($\chi^2 = 15,67$; $p < 0,001$), marches ($\chi^2 = 14,89$; $p < 0,001$), blocages de routes ($\chi^2 = 9,34$; $p = 0,002$) et occupations de bâtiments ($\chi^2 = 7,21$; $p = 0,007$)) présentent tous une association statistiquement significative avec la non-complétion des programmes. H1a est donc confirmée. S'agissant de H1b, les négociations ($\chi^2 = 2,14$; $p = 0,143$) et l'utilisation des réseaux sociaux ($\chi^2 = 3,08$; $p = 0,079$) ne présentent pas d'association significative. Ces résultats sont cohérents avec H1b, sans toutefois la confirmer au sens strict : l'absence d'association significative pour les moyens dialogiques ne démontre pas, à elle seule, une différence significative entre les deux catégories de moyens ; seule une comparaison directe des deux effets, ou l'introduction d'un terme d'interaction, permettrait de l'établir formellement. L'hypothèse principale H1 trouve ainsi un soutien partiel dans ces résultats, sous cette réserve méthodologique.

Les résultats présentés ci-dessus appellent une lecture interprétative approfondie. La section suivante les met en perspective avec la littérature existante et les cadres théoriques mobilisés, afin d'en dégager la portée explicative et les implications pour l'UFHB, dans les limites de la portée de l'échantillon étudié.

3. Discussion

3.1. Des moyens de revendication différenciés dans leurs effets sur la formation

Les résultats confirment que les moyens de revendication exercent une influence significative sur la qualité de la formation à l'UFHB d'Abidjan. Ce résultat appelle cependant une lecture nuancée : tous les moyens de revendication ne produisent pas les mêmes effets. Les moyens perturbateurs sont significativement associés à la non-complétion des programmes, tandis que les moyens dialogiques ne le sont pas. Cette distinction, rarement opérée dans la littérature qui traite souvent les revendications comme un phénomène uniforme, constitue l'un des apports empiriques majeurs de cette étude.

Ce résultat est cohérent avec les travaux de H. Sy (2008, p. 40), qui montre que la violence militante est la forme la plus coûteuse pédagogiquement en raison de la durée des grèves et de leurs conséquences sur les calendriers académiques. Il rejoint également I. Diarrassouba (2017, p. 384) sur la perturbation durable du système universitaire ivoirien. Nos résultats suggèrent, sans l'établir au sens causal du terme, une association entre la nature perturbatrice du moyen utilisé et la qualité de la formation, distincte de la simple existence d'une revendication. Cette lecture reste toutefois prudente : le caractère transversal et déclaratif des données, ainsi que la variance très restreinte de l'indicateur de complétion, ne permettent ni d'établir un lien de causalité ni d'isoler précisément la part attribuable au moyen utilisé.

3.2. La dynamique d'escalade comme mécanisme explicatif central

Un second enseignement des résultats réside dans la structure du répertoire de revendication observé. Les négociations sont le moyen le plus fréquemment déclaré (90,8 %), indiquant qu'elles constituent la première réponse des acteurs face à une insatisfaction. Ce n'est que lorsque cette voie dialogique échoue que les acteurs ont recours à des moyens d'action directe plus perturbateurs. Le questionnaire ne renseignant pas l'ordre chronologique dans lequel chaque étudiant a eu recours aux différents moyens, cette lecture reste une piste interprétative plutôt qu'un résultat établi : elle s'appuie sur la fréquence déclarative de chaque moyen, non sur une séquence observée. Sous cette réserve, cette dynamique d'escalade trouve un écho dans la théorie de R. Dahrendorf (1958, p. 174), qui permet d'analyser : la négociation représente la phase de conflit latent, et l'absence de réponse institutionnelle satisfaisante transforme ce conflit latent en conflit manifeste, se traduisant par des formes d'action de plus en plus disruptives.

La théorie de la mobilisation des ressources (J. D. McCarthy & M. N. Zald, 1977, p. 1212) éclaire quant à elle les conditions organisationnelles de cette escalade. Le rôle central joué par les syndicats étudiants dans la coordination des actions collectives à l'UFHB confirme que les revendications ne sont pas le produit spontané du mécontentement individuel, mais le résultat d'un travail

organisationnel qui transforme des griefs diffus en actions collectives structurées. C. A. Tiégbé (2018, p. 5) souligne d'ailleurs que c'est parce que l'administration cherche à contrôler ces organisations par des mécanismes d'aide financière que les revendications prennent parfois une dimension politique dépassant les seuls enjeux académiques.

3.3. Les effets sur les trajectoires étudiantes : une lecture bourdieusienne

Au-delà de l'effet immédiat sur l'achèvement des programmes, les résultats invitent à réfléchir aux conséquences à long terme sur les trajectoires des étudiants. Le concept bourdieusien de capital scolaire permet d'élargir la portée analytique. Un programme universitaire non achevé ne produit pas seulement un retard calendaire : il génère un déficit de capital scolaire qui fragilise durablement la position des diplômés sur le marché du travail. Cette perspective rejoint I. Diarrassouba (2017, p. 386), selon lequel les perturbations placent les étudiants ivoiriens dans une situation de désavantage comparatif face aux appels d'offres et aux offres d'emploi. Elle donne également une dimension systémique aux résultats : les effets des revendications ne concernent pas seulement les participants aux actions de protestation, mais l'ensemble de la communauté étudiante.

3.4. Recommandations

Sur la base des résultats obtenus et de leur discussion, trois recommandations sont formulées, chacune répondant à un constat empirique spécifique de cette étude ; une quatrième, de portée plus générale, complète ce dispositif. Ces recommandations s'adressent en priorité aux acteurs de l'UFHB.

Premièrement, mettre en place des mécanismes permanents de dialogue institutionnel entre l'administration universitaire, les représentants étudiants et les enseignants, en privilégiant et institutionnalisant la négociation comme canal prioritaire de traitement des revendications. Nos résultats établissent que la négociation, contrairement aux cinq autres moyens de revendication testés, n'est pas statistiquement associée à la non-complétion des programmes ($\chi^2 = 2{,}14$; $p = 0{,}143$) : c'est le seul moyen d'action collective qui ne compromet pas la formation.

Deuxièmement, formaliser des canaux de dialogue direct et reconnu avec les organisations étudiantes, dont cette étude confirme le rôle organisationnel central dans la transformation des mécontentements individuels en actions collectives structurées. Reconnaître institutionnellement ces organisations comme interlocuteurs légitimes permettrait d'agir en amont, avant que le conflit latent ne se transforme, selon la dynamique décrite par Dahrendorf (1958, p. 174), en conflit manifeste et perturbateur.

Troisièmement, mettre en place des dispositifs de rattrapage académique (sessions de remise à niveau, tutorat, aménagement des calendriers) pour les étudiants ayant connu une année perturbée. Nos résultats montrent que la non-

complétion touche la quasi-totalité des enquêtés (99,2 %) et que ce retard engendre, selon la lecture bourdieusienne développée en 3.3, un déficit de capital scolaire aux conséquences durables sur l'insertion professionnelle, un effet qui dépasse les seuls participants aux actions de protestation.

Quatrièmement, et indépendamment des résultats spécifiques de cette étude, deux leviers complémentaires de portée plus générale méritent d'être engagés : d'une part, l'amélioration des conditions matérielles d'études et de vie (réduction des effectifs par amphi, maintenance des infrastructures, régularisation du paiement des bourses, sécurisation des campus), dont G.-K. Kra et al. (2025, p. 24) ont montré qu'elles constituent des causes profondes des dynamiques de violence en contexte universitaire ; d'autre part, l'investissement dans la formation continue des enseignants et le renforcement des partenariats avec le secteur privé, afin d'accroître la valeur du capital scolaire produit par les universités publiques ivoiriennes.

Les éléments de discussion développés dans cette section permettent de dégager des enseignements susceptibles d'alimenter la réflexion sur les mouvements de revendication en milieu universitaire, tout en étant interprétés à la lumière du contexte spécifique de l'Université Félix Houphouët-Boigny. La conclusion qui suit en présente les principaux apports, les limites et les perspectives de recherche.

Conclusion

Cette étude avait pour objectif principal d'analyser l'influence des moyens de revendication sur la qualité de la formation à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan. En mobilisant un design méthodologique mixte séquentiel et en recourant au test du khi-deux de Pearson, elle apporte trois contributions scientifiques à la littérature existante.

La première contribution est empirique : cette étude propose, pour la première fois à notre connaissance dans le contexte ivoirien, une distinction empirique entre les effets associés aux moyens perturbateurs et aux moyens dialogiques sur la qualité de la formation, une distinction qui mérite d'être consolidée par des travaux mobilisant une mesure plus graduée de l'achèvement des programmes, compte tenu des limites méthodologiques discutées plus haut. Ce résultat nuance les travaux antérieurs qui traitaient les revendications comme un phénomène uniforme dans ses effets.

La deuxième contribution est théorique : l'articulation des théories de Dahrendorf, de McCarthy et Zald, et du concept bourdieusien de capital scolaire offre une grille de lecture à trois niveaux (la dynamique du conflit, les conditions organisationnelles de la mobilisation, et les effets à long terme sur les trajectoires

individuelles) qui permet de dépasser les approches purement descriptives des violences universitaires.

La troisième contribution est pratique : les recommandations formulées (institutionnalisation de la négociation, formalisation du dialogue avec les organisations étudiantes, dispositifs de rattrapage académique, amélioration des conditions matérielles et formation continue des enseignants) constituent un cadre d'action cohérent et directement opérationnalisable par l'administration de l'UFHB et, pour les leviers de portée plus générale, par les pouvoirs publics ivoiriens.

Cette étude comporte néanmoins des limites qu'il convient d'assumer. L'échantillon de 130 étudiants constitué par échantillonnage accidentel sur place ne permet pas une généralisation statistique stricte à l'ensemble de la population étudiante de l'UFHB, ni ne se prête pleinement aux tests inférentiels utilisés, dont les conditions d'application supposent en principe un échantillon probabiliste. La mesure de la qualité de la formation par le seul indicateur binaire d'achèvement du programme constitue par ailleurs une opérationnalisation partielle et statistiquement fragile : dans cet échantillon, la quasi-totalité des étudiants (99,2 %) déclarent une non-complétion, ce qui réduit fortement la variance de l'indicateur et limite sa capacité à distinguer les effets propres à chaque moyen de revendication. Une mesure plus graduée (nombre de semestres retardés ou échelle d'impact perçu, rattachée à l'usage individuel de chaque moyen plutôt qu'au seul calendrier collectif) permettrait de mieux capter cette variation et devrait être privilégiée dans de futures recherches. Sur le plan qualitatif, seul le premier axe du guide d'entretien (identification des moyens de revendication) a été pleinement exploité dans cet article ; les deux autres axes, portant sur les facteurs déclencheurs des épisodes de revendication et sur leurs effets perçus, bien que renseignés lors des entretiens, n'ont pas fait l'objet d'une analyse systématique et mériteraient un traitement dédié dans un travail ultérieur. Enfin, le recours à des données déclaratives expose les résultats à un biais de désirabilité sociale et de mémoire rétrospective.

Ces limites ouvrent des perspectives de recherche stimulantes. Des études comparatives entre plusieurs universités publiques ivoiriennes permettraient d'identifier si les dynamiques observées sont propres à l'UFHB ou constitutives du système universitaire public dans son ensemble. Des recherches longitudinales mesurant les effets des perturbations académiques sur l'insertion professionnelle des diplômés constitueraient également une contribution précieuse pour documenter les effets à long terme sur le capital scolaire.

En définitive, la persistance des revendications dans les universités publiques ivoiriennes n'est pas une fatalité : elle est le produit de conditions structurelles identifiables et, dans une large mesure, remédiables. Traiter les causes profondes plutôt que les symptômes constitue la voie la plus sûre pour restaurer un climat

académique favorable à une formation de qualité, capable de produire des diplômés compétitifs sur les marchés du travail nationaux et internationaux.

Références bibliographiques

BARDIN Laurence, 2007, *L'analyse de contenu*, Paris, Presses Universitaires de France, 296 p.

BOURDIEU Pierre, 1984, *Homo academicus*, Paris, Les Éditions de Minuit, 316 p.

Commission Nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire, 2018, *Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme en Côte d'Ivoire*, Abidjan, CNDHCI, rapport, 115 p.

CRESWELL John W. & Plano Clark, Vicki L., 2011, *Designing and conducting mixed methods research*, Thousand Oaks, SAGE Publications, 2e éd., 488 p.

DAHRENDORF Ralf, 1958, « Toward a theory of social conflict », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 2, n° 2, pp. 170–183.

DECHI Amour Gélase, 2006, *La lutte contre la violence en milieu universitaire ivoirien*, Abidjan, Centre de Recherche et d'Action pour la Paix (CERAP), mémoire de Diplôme d'Études Supérieures Spécialisées (DESS) en Gestion des Conflits et Paix, 85 p.

DIALLO-CO TRUNG T., 1992, « La crise scolaire au Sénégal : crise de l'école, crise de l'autorité ? », *Les jeunes en Afrique : évolution et rôle (XIXe-XXe siècles)*, tome 1, sous la dir. de Coquery-Vidrovitch, C., d'Almeida-Topor, H., Goerg, O. & Guitart, F., Paris, L'Harmattan, pp. 407–439.

DIARRASSOUBA Ibrahima, 2017, « Violence syndicale estudiantine dans les universités publiques de Côte d'Ivoire : perceptions et enjeux », *European Scientific Journal*, vol. 13, n° 7, pp. 379–398.

GHIGLIONE Rodolphe & Matalon, Benjamin, 1985, *Les enquêtes sociologiques : théories et pratique*, Paris, Armand Colin, 283 p.

Gouvernement de Côte d'Ivoire, 2013, *Charte de la non-violence en milieu universitaire 2012-2013*, Abidjan, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

KRA Gérard Landry Konan, Yao, Ruben Kouassi Isaac & Koffi, Natanael Kouadio, 2025, « Impact des violences sur le fonctionnement de l'Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire) », *Revue Internationale Dônni*, n° 3, pp. 20–32.

LANOUE E., 2007, « Éducation, violences et conflits en Afrique subsaharienne. Sources, données d'enquête (Côte d'Ivoire, Burkina Faso) et hypothèses », *International Journal on Violence and Schools*, n° 3, pp. 94–111.

MADJESSOU Magloire, 2022, « La violence refait surface à l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody », http://onfocentrale.net, consulté le 7 avril 2026.

MAKOSSO Bethuel, 2006, « La crise de l'enseignement supérieur en Afrique francophone : une analyse pour les cas du Burkina Faso, du Cameroun, du Congo et de la Côte d'Ivoire », *Journal of Higher Education in Africa*, vol. 4, n° 1, pp. 69–86.

MCCARTHY John D. & Zald, Mayer N., 1977, « Resource mobilization and social movements: A partial theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, n° 6, pp. 1212–1241.

PROTEAU Laurence, 1998, « La "reproduction en question" : école, université et mouvements sociaux en Côte d'Ivoire », *Questions sensibles*, Paris, vol. 1, CURAPP, Presses Universitaires de France, pp. 145–167.

QUIVY Raymond & Van Campenhoudt, Luc, 2006, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 3e éd., 269 p.

Radio France Internationale, 2016, « Côte d'Ivoire : le gouvernement suspend les syndicats étudiants », *RFI Afrique*, https://www.rfi.fr/fr/afrique

SIEGEL Sidney & Castellan, N. John, 1988, *Nonparametric statistics for the behavioral sciences*, New York, McGraw-Hill, 2e éd., 399 p.

SY Harouna, 2008, « Le paradoxe de l'indiscipline dans les établissements moyens et secondaires de Dakar », *Psihologia Sociala*, n° 21, pp. 38–55.

TEFERRA Damtew & Altbach, Philip G., 2003, *African higher education: An international reference handbook*, Bloomington, Indiana University Press, 725 p.

TIÉGBÉ Christophe Amani, 2018, Étudiant, syndicat et engagement politique, papier de recherche, HAL Open Science, https://hal.science, 18 p.

ZERHOUMI S., 2008, *Violences en milieu universitaire au Maroc : les limites de la répression face à une violence multiforme*, Rabat, Institut des Études Africaines, 142 p.